

secteur scientifique d'une façon semblable. L'opposition ne voudrait pas faire cela. Elle voudrait plutôt isoler et incarcérer le CNRC. Ce n'est pas là notre opinion.

Comme je l'ai déjà signalé, les Canadiens se souviennent avec satisfaction de la contribution du CNRC à notre effort de guerre. Notre pays livre aujourd'hui une bataille commerciale tout aussi intense. Ce n'est pas une guerre militaire, c'est une guerre commerciale. Nous avons besoin du CNRC pour gagner cette bataille et nous en avons besoin comme avant-garde.

Si nous voulons atteindre cet objectif, il faudra qu'il y ait des changements au CNRC. Certains programmes établis seront supprimés ou transférés à l'extérieur, dans les secteurs industriel et universitaire. Cependant, cela en vaudra la peine. L'engagement que nous avons pris à l'égard de la réduction du déficit ne permet pas la solution facile que représente l'expansion infinie. Il ne faut pas oublier que le CNRC n'a pas acquis la réputation qu'il a au Canada et à l'étranger sans évoluer. Il a toujours été un pilier de la science et de la technologie au Canada, en s'attachant à chercher l'excellence, à être utile et à évoluer avec le temps.

• (1430)

Voilà pourquoi il est dirigé par un conseil et un président qui agissent en toute indépendance et pourquoi il détermine en bonne partie lui-même ses règles et son orientation. C'est aussi pourquoi le gouvernement continue de lui attribuer de nouvelles tâches, qui sont toujours importantes, et pourquoi il est solide et le sera encore plus dans l'avenir. Permettons au CNRC d'être dynamique, rendons-le utile à notre avenir économique au cours de la présente décennie. C'est ce que nous essayons de faire.

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je suis surpris d'entendre le ministre parler d'une augmentation de l'investissement du gouvernement fédéral depuis 1984. Les faits sont là pour le prouver. En 1985, le gouvernement y a consacré 1,4 million de dollars du produit intérieur brut. En 1987, ce chiffre est tombé à 1,35 million de dollars. Je ne vois pas comment on peut parler d'augmentation.

En 1984-1985, le gouvernement a dépensé près de 505 millions de dollars pour le financement général du Conseil national de recherches. En 1990-1991, il ne lui versera plus que 402 millions de dollars.

Initiatives ministérielles

Le ministre peut-il expliquer pourquoi il a déclaré à la Chambre qu'il y avait une augmentation de la recherche et développement et une augmentation pour le Conseil national de recherches?

Il a aussi parlé de collaboration avec le secteur privé et c'est très bien. C'est assurément l'orientation qu'il faut prendre. Nous ne le contestons pas du tout. Mais il faut se rappeler que le gouvernement fédéral doit être le chef de file. Il doit créer un milieu économique qui incitera le secteur privé à investir dans la recherche et développement.

Il est évident que si le secteur privé constate que le gouvernement fédéral réduit les subventions d'un aussi important établissement canadien que le Conseil national de recherches, il n'agira pas comme il le pourrait avec un chef de file comme ce gouvernement.

M. Hockin: Monsieur le Président, je suis très heureux que mon ami pose ces questions parce que cela m'offre la possibilité d'apporter des éclaircissements sur les statistiques que j'ai citées.

Tout d'abord, selon le Budget des dépenses principal, si l'on retire la composante spatiale, le budget du Conseil national de recherches est passé de 400 millions de dollars, l'année dernière, à 402 millions de dollars pour l'année qui vient. Nous avons placé les dépenses dans le domaine spatial à un autre poste des prévisions budgétaires. C'est ce qui a induit le député en erreur et l'a amené à citer des chiffres inexacts. Ce n'est probablement pas sa faute. Si l'on retire le programme spatial pour le placer ailleurs dans le Budget, on voit que les crédits du CNRC ont augmenté légèrement pour passer de 400 millions de dollars à 402 millions de dollars, au lieu de baisser comme le député l'a prétendu.

M. Milliken: De quel type de pourcentage s'agit-il? Les temps sont difficiles sous un gouvernement conservateur.

M. Hockin: C'est extrêmement important, car nous donnons plus de pertinence aux travaux du Conseil national de recherches. Il doit partager son rôle dans le cadre de la réalisation de l'objectif global du Canada dans les domaines scientifique et technologique, en fonction de l'ensemble des dépenses du gouvernement.

Nous nous rappelons en quoi consistent ces dépenses, à savoir 240 millions de dollars pour le réseau de centres d'excellence, 80 millions de dollars pour le programme de bourses, et une augmentation de 200 millions de dollars du financement de base des conseils dispensateurs. Nos vis-à-vis n'en parlent pas, car ils ne pensent qu'au Conseil national de recherches.

M. Milliken: Nous allons le faire.

Des voix: Réduisez la dette.